



**CLCV 59, boulevard
Exelmans 75016 Paris**

**CLCV Alsace
17, rue Chalindrey
68100 Mulhouse**

**Consultation des Français sur le devenir des déchets
de Stocamine :**

La CLCV exige le déstockage total !

Notre organisation se préoccupe du dossier Stocamine depuis que le projet de créer un stockage de déchets ultimes a été annoncé par les MDPA (Mines Domaniales Des Potasses d'Alsace). Concernée par l'avenir de la planète et de ses habitants actuels et futurs, au nom de tous ses militants, forte de ses membres siégeant à la CLIS Stocamine, active au sein du collectif Déstockamine et soutenu par les riverains nous avons rédigé ce cahier d'acteur en décembre 2013 afin de faire connaître nos positions et contribuer ainsi au débat public portant sur le projet de fermeture de Stocamine en prenant une position ferme :

Ne laissons pas ce poison en héritage !

- **Le stockage selon les pouvoirs publics doit être réversible, appliquons ce principe !**

Depuis plus de 12 ans, la CLCV se bat pour que les 44 000 tonnes de déchets dangereux déposés à 600 mètres sous terre dans l'ancienne mine de potasse d'Alsace par l'entreprise Stocamine, soient déstockés et ramenés à la surface pour être traités. Dès l'annonce du projet Stocamine, la CLCV s'y était opposée fermement alors qu'il était annoncé comme projet réversible. Nous avons une autre conception de notre engagement citoyen que celle de laisser les générations futures gérer des déchets aussi redoutables, nos déchets ! Pour nous, les faire disparaître de notre vue ne les rendait pas inoffensifs pour autant, bien au contraire. S'en débarrasser aussi aisément revenait à se dispenser de l'effort de recherche d'autres solutions pour les traiter à des fins d'inertage, de recyclage ou de valorisation. Cela réduisait aussi la nécessité de prévenir leur production.

- **La Nappe Phréatique doit être protégée**

La perspective d'une grave dégradation future de cette précieuse ressource en eau nous est absolument insupportable. Les risques de pollution de la nappe phréatique en cas

d'enfouissement définitif des déchets suite à l'inéluctable ennoyage de la mine et la remontée de la saumure polluée vers la surface sont confirmés par trois expertises (DREAL, Rapport Caffet, COPIL). Le bouchage des galeries par des barrages de bentonite permettra uniquement de ralentir l'ensemble du processus de pollution de la nappe.



Comité d'accueil des premiers déchets en 1999. Photo CLCV. **A chaque génération de gérer elle-même ses déchets et de ne pas les « oublier » au fond d'un trou, même à 600 mètres sous terre.**

➤ Des coûts de dépollution raisonnables

Dès 1991, un militant de notre association, ancien mineur nous expliquait les raisons techniques qui rendaient ce choix dangereux pour l'avenir et irresponsable. Ses mises en garde se sont une à une révélées exactes une fois l'entreprise mise sur ses rails. Très tôt nous avons compris que les promesses de réversibilité et de mise en œuvre d'un pôle environnement dédié à la recherche sur les déchets, créateur d'emplois à la pelle, n'étaient qu'autant de leurres pour faire accepter le projet et occulter les risques. La suite, là aussi nous a donné raison. Certains qui s'étaient laissé prendre ont vite déchanté.

Suite aux aléas économiques de l'entreprise, aux nombreux incidents dont certains graves, jusqu'à l'improbable incendie final en 2002, l'arrêt de l'entreprise n'a pas davantage été suivi de réactions rapides et sensées. La CLCV soutenue par la population alertait, là aussi, sur l'urgence à mettre en œuvre la procédure de réversibilité prévue par la loi et par l'arrêté d'autorisation. A présent nous voilà bel et bien au pied du mur après 11 ans de non décision.

Au cours de la réunion d'information du 13 juin 2013 à Wittelsheim, en présence des élus et d'une personne déléguée par le ministère de l'environnement, l'expert, Mr M. Buser a démontré tableaux chiffrés à l'appui que le déstockage complet des déchets entreposés à Stocamine était moins complexe, moins onéreux, moins dangereux que les autres stockages qu'il avait eu à traiter précédemment. Pourquoi ne pas l'écouter ?

➤ **Eviter de nouveaux incidents**

Ce même spécialiste du déstockage nous rendait attentifs à ne pas maintenir un site aussi petit alors qu'on pourrait regrouper les déchets ultimes dans un endroit plus propice au stockage en Allemagne, il y existe plusieurs possibilités. Ces sites étant encore en activité le stockage est un remplissage des galeries. La surveillance et le déstockage au fur et à mesure des besoins et des progrès en matière de **recyclage** pourront s'y pratiquer. Nous savons qu'à Herfa – Neurode certains produits stockés ont d'ores et déjà été remontés. Cette mine reçoit les déchets ultimes français depuis l'arrêt de Stocamine et c'était déjà leur destination avant la mise en place du site alsacien de Wittelsheim. Pourquoi ce point de vue présenté par 2 experts au sein du COPIL n'a-t-il pas été examiné ? Nous n'acceptons pas le principe de l'enfouissement définitif car, pour tout dire, nous ne croyons pas à une hypothétique surveillance. Le site sera oublié et les générations futures en perdront la trace. Il sera impossible d'y intervenir en cas de catastrophe.

Les ressources de la planète n'étant pas illimitées, laisser accessibles les déchets d'aujourd'hui susceptibles de devenir les matières premières de demain, tient du bon sens.

➤ **Rapports et expertises remis en cause**

Depuis l'annonce de la concertation diligentée par la CNDP, de nombreuses études apparaissent sur le site de concertation. Pour quels motifs n'a-t-on donné toutes ces informations à la CLIS en temps utile ? Le profane constate qu'il y a beaucoup d'incertitudes, de contradictions, dans la caractérisation des déchets notamment, que les experts ne sont pas d'accord entre eux, contestent mutuellement leurs méthodes, voire contredisent les études plus anciennes.

Comment ne pas rappeler que les experts et les promoteurs se sont à multiple reprises fourvoyés lors de l'élaboration du projet : arrivée d'eau, convergence des galeries, tenue des terrains, profondeur de creusement, absence de risque d'incendieSeraient-ils devenus infaillibles aujourd'hui ? Comment accorder foi aux calculs théoriques qui minimisent l'impact des contaminants sur la nappe ?

Impossible de rétablir la confiance après toutes ces années d'erreurs accumulées.



REMISE DES SIGNATURES LORS DE LA CLIS DE JUILLET 2012. Photo CLCV.

Conclusion

➤ Le déstockage total s'impose

Nous demandons l'application de la loi qui impose le déstockage. C'est aussi la solution prônée par de nombreux élus responsables en Alsace et soutenue par la population. Ce travail doit être rapidement mis en œuvre avec toutes les garanties possibles de sécurité pour les travailleurs. Le déstockage total aurait du être prévu dans un 6ème scénario proposé à la CNDP.

Les scénarii de déstockage partiel proposés dans le débat laissant en place des produits toxiques (mercure et autres métaux lourds), ne peut nous satisfaire.

Avec le Collectif Destocamine la CLCV demande un droit de regard de la CLIS sur les travaux de déstockage. Les appels d'offre, les mesures de sécurité et le budget consacré doivent être transparents afin de lever toutes ambiguïtés sur la situation.